L’État subprime !

28/11/2009 à 6h03

Selon les estimations de la Maison Blanche, les intérêts qui devront être réglés en 2019 par les États-Unis sur leur dette de 12.000 milliards de dollars excéderont 700 milliards de dollars (et ce même dans l’hypothèse d’une réduction de leur déficit budgétaire), comparés aux 200 milliards dont ils doivent s’acquitter cette année !



> ***Ce différentiel de 500 milliards de dollars – équivalent aux dépenses annuelles des États-Unis sur l’éducation, l’énergie, leur sécurité intérieure et sur les deux conflits en Irak et en Afghanistan ! – reflétera tout simplement une augmentation des taux d’intérêts qui sera inévitable dès lors que la Réserve Fédérale aura mit fin à ses programmes d’aides d’urgence.***

En fait, un vent de panique – en tout cas de grande fébrilité – semble saisir depuis peu les responsables de la Trésorerie Américaine préoccupés à juste titre par les conséquences potentiellement dramatiques d’une remontée des taux d’intérêts. L’austérité et la rigueur n’étant pas constitutifs du gène Américain, leur seule parade consiste donc aujourd’hui à tenter de fixer les taux bas actuels en échangeant un maximum de leurs Bons à court terme en Bons à long terme ! **Les Gouvernements successifs des États-Unis d’Amérique ont en réalité hypothéqué leur nation et sont parfaitement conscients de ne plus être en mesure de payer les intérêts en cas de hausse des taux !**

Les États-Unis sont devenus une “*nation subprime*” à part entière et se retrouvent ainsi dans une situation identique à celles des ménages Américains surendettés dont la maison fut saisie faute d’avoir pu régler leurs mensualités !

En fait, le paradoxe est cruel : Voilà en effet un pays qui, responsable de la crise financière, a néanmoins pu bénéficier d'une pression baissière intense exercée sur ses taux d'intérêts par les flux massifs de fonds en direction de ses obligations d'État considérées comme la valeur refuge par excellence en période tourmentée et qui doit, à présent que la crise internationale s'estompe, faire face à une faillite virtuelle provoquée par une embellie de la conjoncture internationale qui, en générant des ventes de ces mêmes Bons du Trésor, aura pour conséquence de remonter mécaniquement les taux… Voilà un pays qui creuse lui-même sa propre tombe car 1% de hausse de ces taux se traduirait simultanément en 80 milliards de dollars par an à payer en seuls intérêts supplémentaires sachant que, selon la Maison Blanche, le pays devra s'endetter de 3'500 autres milliards de dollars ces trois prochaines années !

Le destin des États-Unis est donc plus que jamais dans les mains de la Chine dont l'intervention – et les subventions – ont contribué de manière décisive à comprimer le taux des Bons à court terme, les T Bills, à 0.347% à fin Septembre 2009, soit à des niveaux historiquement bas. Pourtant, les économistes de la nomenklatura Américaine persistent à minimiser le potentiel de nuisance vertigineux des déficits de leur pays : Paul Krugman ne les a-t-il pas en effet qualifié ironiquement de "*menace fantôme*" dans un récent article du New York Times ? A moins que ces économistes très proches du pouvoir n'aient tout simplement pas le cran de vouer aux gémonies les responsables des Administrations US successives ayant mis leur pays dans une situation inextricable car les déficits sont toujours le symptôme d'une gestion déficiente et le résultat d'une mauvaise politique.

> ***Les ingrédients d'une crise majeure sont toutefois bel et bien réunis car les paramètres fiscaux et autres signaux d'alerte scrutés par des organismes comme le F.M.I. dans le cadre de certains pays en grandes difficultés indiquent que***

le scénario de banqueroute de l’État Américain devient de plus en plus crédible.

Agoravox